

TRAITE DE COOPERATION EN MATIERE DE BREVETS

PCT

REC'D 27 APR 2005

WIPO

PCT

RAPPORT D'EXAMEN PRELIMINAIRE INTERNATIONAL

(article 36 et règle 70 du PCT)


Référence du dossier du déposant ou du mandataire	POUR SUITE A DONNER voir la notification de transmission du rapport d'examen préliminaire international (formulaire PCT/PEA/416)	
Demande internationale No. PCT/EP 03/50903	Date du dépôt international (jour/mois/année) 27.11.2003	Date de priorité (jour/mois/année) 28.11.2002
Classification internationale des brevets (CIB) ou à la fois classification nationale et CIB G06F3/033		
Déposant THALES et al.		

- Le présent rapport d'examen préliminaire international, établi par l'administration chargée de l'examen préliminaire international, est transmis au déposant conformément à l'article 36.
- Ce RAPPORT comprend 6 feuilles, y compris la présente feuille de couverture.
 - ☐ Il est accompagné d'ANNEXES, c'est-à-dire de feuilles de la description, des revendications ou des dessins qui ont été modifiées et qui servent de base au présent rapport ou de feuilles contenant des rectifications faites auprès de l'administration chargée de l'examen préliminaire international (voir la règle 70.16 et l'instruction 607 des Instructions administratives du PCT).

Ces annexes comprennent feuilles.

- Le présent rapport contient des indications et les pages correspondantes relatives aux points suivants :

- I ☒ Base de l'opinion
- II ☐ Priorité
- III ☐ Absence de formulation d'opinion quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle
- IV ☐ Absence d'unité de l'invention
- V ☒ Déclaration motivée selon la règle 66.2(a)(ii) quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration
- VI ☐ Certains documents cités
- VII ☐ Irrégularités dans la demande internationale
- VIII ☐ Observations relatives à la demande internationale

Date de présentation de la demande d'examen préliminaire internationale 21.06.2004	Date d'achèvement du présent rapport 25.04.2005
Nom et adresse postale de l'administration chargée de l'examen préliminaire international  Office européen des brevets D-80298 Munich Tél. +49 89 2399 - 0 Tx: 523656 epmu d Fax: +49 89 2399 - 4465	Fonctionnaire autorisé Van de Maele, L N° de téléphone +49 89 2399-8805 

PCT/EP 03/50903

**RAPPORT D'EXAMEN
PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL**

Demande internationale n°

PCT/EP 03/50903

5. ☐ Le présent rapport a été formulé abstraction faite (de certaines) des modifications, qui ont été considérées comme allant au-delà de l'exposé de l'invention tel qu'il a été déposé, comme il est indiqué ci-après (règle 70.2(c)) :

(Toute feuille de remplacement comportant des modifications de cette nature doit être indiquée au point 1 et annexée au présent rapport.)

6. Observations complémentaires, le cas échéant :

V. Déclaration motivée selon l'article 35(2) quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration

1. Déclaration			
Nouveauté	Oui:	Revendications	1-6
	Non:	Revendications	
Activité inventive	Oui:	Revendications	2-6
	Non:	Revendications	1
Possibilité d'application industrielle	Oui:	Revendications	1-6
	Non:	Revendications	

2. Citations et explications

voir feuille séparée

Il est fait référence aux documents suivants:

- D1: EP-A-0 340 096 (SFENA) 2 novembre 1989 (1989-11-02)
D2: EP-A-0 345 029 (TALIQ CORP) 6 décembre 1989 (1989-12-06)

Concernant point V

1. Comme déjà indiqué dans la description de la présente demande, l'invention revendiquée constitue une amélioration du système d'affichage, à surface tactile incorporée, telle que brevetée dans D1 (D1 a comme priorité le brevet français FR 88 05665 cité dans la demande).

Ce document D1, qui est donc considéré comme étant l'état de la technique le plus proche de l'objet de la première revendication, décrit:

un dispositif d'affichage, la surface du dispositif étant rendue tactile, le dispositif comportant une première partie comprenant deux plaques isolantes une couche de matériau présentant des propriétés électro-optique aptes à rendre visible tout ou partie de sa surface sous l'effet d'un signal électrique de commande, la première électrode étant disposée sur une face d'une des plaques isolantes, une seconde électrode disposée sur une face de l'autre plaque isolante en regard d'au moins une première électrode (D1, colonne 2, lignes 32 à 43), caractérisé en ce que la seconde électrode est utilisée comme élément sensible de la surface tactile du dispositif (D1, colonne 3, lignes 25 à 40), et en ce que la surface de la seconde électrode est supérieure à la surface ou à la somme des surfaces de la ou des premières électrodes en regard (D1, figure 1 et 3, colonne 4, lignes 3 à 8).

Par conséquent, il y a deux différences entre l'objet de la revendication 1 et le dispositif connu de D1.

- a) La première partie du dispositif revendiqué est dédié et sa première électrode a la forme d'un pictogramme.

Il es bien connu par l'homme du métier que dans des dispositif d'affichage utilisant un matériau à propriété électro-optique la technique dédié d'une coté et à base de matrice active de l'autre coté sont échangeable, bien que chacun de ces deux techniques a un certain avantage sur l'autre. Ce point de vue est confirmé dans la description de la présente demande (page 1, ligne 33 à page 2, ligne 6) et dans le document D2 (colonne 5, lignes 37 à 60). Pour cette raison, l'homme du métier considèrait certainement d'utiliser aussi la technique d'affichage dédié au lieu d'à base de matrice active. Pour cette raison, ces caractéristiques n'apportent pas d'activité inventive au dispositif revendiqué.

Il est a noter que la description de la présente demande (page 1, ligne 33 à page 2, ligne 11) mentionne certaines problèmes dans le cas d'application du principe connu de D1 dans un dispositif d'affichage dédié. Notamment, il est indiqué que la taille des contre-électrodes ne peut pas simplement être adaptée aux pictogrammes dédiés. Toutefois, il est clair de D1 que la forme de la contre-électrode n'est pas identique à celle d'une première électrode mais peut être choisi en fonction de la résolution de détection souhaité (D1, colonne 2, lignes 52 à 60). Il est aussi indiqué en D1 que les interstices entre les contre-électrodes doivent être aussi faible que possible (D1, colonne 3, lignes 1 à 6) afin de ne pas diminuer la résolution de l'afficheur. Toutefois, dans un dispositif dédié ce problème ne se pose pas, puisque les distances entre les premières électrodes sont nettement plus grandes qu'entre les pixel d'un afficheur telle que décrit en D1.

- b) Il est spécifié que la seconde électrode du dispositif revendiqué a une surface de 9mm².

Il est déjà indiqué dans D1 (colonne 2, lignes 56 à 58) que la surface de cette électrode doit être déterminée en fonction de la résolution de la détection souhaitée. De là, il est clair pour l'homme du métier que la surface doit être choisie en fonction de la sensibilité du système de détection et aussi de la surface de l'objet qui sera utilisé pour réaliser le contact tactile. Pour cette raison, la valeur de la surface ne peut pas être choisie de façon arbitraire mais découle automatiquement des paramètres indiqués ci dessus. Pour cette raison, le caractéristique d'une seconde électrode de 9 mm² ne rend pas la première revendication inventive.

Pour cette raison, la première revendication ne satisfait pas aux exigences de l'article 33(3) PCT, car elle ne manifeste aucune activité inventive.

2. Apparemment, la combinaison des caractéristiques des revendications 1 et 2 ne semblerait pas être comprise dans l'état de la technique et ne semblerait pas en découler de manière évidente.

Notamment, bien que le détournement de la seconde électrode en regard de la plage alimentatrice de la où des premières électrodes apparaît une solution simple pour le problème d'images parasites, il n'y a aucun renseignement pour l'homme du métier dans cette direction dans les documents cités dans le rapport de recherche. Par contre, le document D1 propose une solution différente (D1, colonne 2, ligne 61 à colonne 3, ligne 6).

Par conséquent, une nouvelle revendication indépendante, comprenant les caractéristiques des revendications 1 et 2 satisferait aux exigences de l'article 33 PCT.